



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

A/42/940
S/19672
22 mars 1988
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Quarante-deuxième session
Point 46 de l'ordre du jour
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Quarante-troisième année

Lettre datée du 22 mars 1988, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une lettre, datée du 22 mars 1988, que vous adresse M. Ozer Koray, représentant de la République turque de Chypre-Nord (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale, au titre du point 46 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Ilter TURKMEN

ANNEXE

Lettre datée du 22 mars 1988, adressée au Secrétaire général
par M. Ozer Koray

J'ai l'honneur de me référer à la lettre datée du 10 février 1988, que vous a adressée le Représentant chypriote grec auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/916-S/19506), afin de rétablir la vérité en ce qui concerne les allégations infondées figurant dans cette communication.

Je tiens tout d'abord à ce que l'on sache bien, comme l'a souligné le Président Rauf Denktas dans sa déclaration du 13 février 1988, distribuée à l'ONU le 19 février 1988 dans le document A/42/920-S/19519, que le peuple chypriote turc n'était pas, et ne pouvait pas être, directement intéressé par les élections chypriotes grecques tenues au sud en février dernier. C'est un fait qu'il existe à Chypre deux populations distinctes et deux entités politiques indépendantes et séparées, qui chacune exercent leur souveraineté et leur juridiction sur leur population et leur territoire propres.

En conséquence, l'intérêt du peuple chypriote turc pour les élections de février dans la partie chypriote grecque n'est pas allé au-delà de ce que veulent les relations de bon voisinage, avec l'espoir sincère que le nouveau dirigeant chypriote grec ainsi désigné adopterait une position plus constructive et plus réaliste et serait favorable à un règlement négocié de la question de Chypre. Aussi avons-nous été consternés de voir la partie chypriote grecque tenter d'établir une relation entre les élections au sud et les procédures administratives au nord, bien que cela ne nous ait pas vraiment surpris, car nous savons qu'elle invente volontiers pour alimenter sa campagne de malveillante propagande.

Les demandes présentées au cours de cette période par les personnes désireuses de passer au sud ont été considérées de la même façon qu'auparavant, et nos autorités n'ont empêché absolument personne de passer dans l'autre secteur.

Il faut noter que le nombre de Chypriotes grecs et de Maronites qui ont demandé à passer au sud, et l'ont fait, au cours des deux semaines durant lesquelles ont eu lieu les premier et second tours des élections chypriotes grecques, a été de 70. Aucune demande n'a été rejetée. Je suis sûr que la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre confirmera ces faits et chiffres si besoin est.

Il est donc clair que la véritable raison pour laquelle la partie chypriote grecque répand sa propagande fallacieuse à ce sujet comme sur d'autres de même nature est qu'elle veut étendre sa souveraineté au nord et, en fin de compte, imposer sa domination illégitime sur la population chypriote turque. De telles menées sont non seulement incompatibles avec les réalités et avec la formule de règlement fédérale binationale et bizonale prévue, mais vont aussi à l'encontre des efforts que vous déployez en ce sens dans le cadre de votre mission de bons offices.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale, au titre du point 46 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant,

(Signé) Ozer KORAY